

HAUTE ÉCOLE DES ARTS DU RHIN

Le Quai - École supérieure d'art de Mulhouse
École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg
Académie supérieure de musique de Strasbourg

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration

N° 061-2012

Séance du : 27 septembre 2012
Sous la présidence de : M. Daniel PAYOT, Président

Ont assisté à la séance : 15 membres
Absents excusés : 13 absents excusés dont 3 procurations
Absent non excusé : 0

8^{ème} point de l'ordre du jour : Débat d'orientations budgétaires 2013

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2013
de la Haute école des arts du Rhin.

Vote

Votants :
Pour :
Contre :
Abstention :

Adopté



Le Président

Daniel PAYOT

Haute école des arts du Rhin

Délibération du Conseil d'administration
n°061- 2012 du 27 septembre 2012

Objet : Débat d'orientations budgétaires

Exposé des motifs

Prévu par l'article 2312-1 du Code général des collectivités territoriales introduit par la loi du 6 février 1992, le débat d'orientations budgétaires (DOB) a vocation à éclairer les choix budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de l'établissement. Il doit permettre au conseil d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

1. Les éléments de contexte et la situation de la Haute école des arts du Rhin

L'année 2012 aura été celle du premier budget de plein exercice de la Haute école des arts du Rhin. Budget de transition, du fait du passage à l'autonomie budgétaire de l'établissement au 1^{er} octobre 2011, ce budget initial aura connu plusieurs ajustements importants en cours d'année, notamment du fait de contributions complémentaires de la Ville de Strasbourg, qui visaient à corriger des transferts de charges non identifiées initialement. De tels ajustements étaient prévisibles, dans le calendrier alors très contraint de passage à l'autonomie de l'établissement.

Si le compte administratif 2011, qui portait uniquement sur le dernier trimestre 2011, a fait apparaître un résultat de 84 764,16 €, c'est surtout le compte administratif 2012, voté au premier semestre 2013, qui permettra une analyse approfondie de l'exécution budgétaire 2012 et de la situation financière de l'établissement.

Dans ce contexte, les prévisions portent sur une hypothèse de recettes et de dépenses, au global, constantes.

2. Les marges de manœuvre et les perspectives pour l'année 2013

L'élaboration du budget de la Haute école des arts du Rhin pour 2013 s'appuie pour la seconde année consécutive sur des perspectives d'évolution visant à contenir les dépenses de fonctionnement, notamment les charges courantes et les dépenses de personnel, en vue de dégager les marges de manœuvre nécessaires au développement du projet de l'établissement.

a) Une maîtrise des dépenses de fonctionnement

Il est visé, au global, une masse salariale constante par rapport aux crédits inscrits en 2012, frais d'autonomisation compris (adhésion au CNAS, assurance des risques statutaires, indemnisation chômage, cotisations au Centre de gestion, etc), lesquels intègrent les prévisionnels désormais connus des dépenses relatives aux heures d'enseignement supérieur de la musique, estimées à 500 000 euros par an, jurys, évaluations et concours d'entrée compris.

Il est précisé que cette masse salariale, consacrée très majoritairement à l'enseignement, comprend également la rémunération des personnels administratifs et techniques, outre les frais dits d'autonomisation précités. L'objectif est donc celui d'une stabilité globale de ce poste de dépenses et il n'est pas à exclure, dans les années à venir, une hausse relative des crédits consacrés à la masse salariale des personnels administratifs et techniques, induite par le changement de statut des écoles en établissement public de coopération culturelle.

S'agissant des dépenses de fonctionnement courant, il est visé un effort de rationalisation des moyens de fonctionnement concernant certains postes comme la communication et la promotion de l'établissement, la programmation de la Semaine Hors limite 2013 ou l'organisation de jurys blancs, par exemple.

De même, une réflexion est menée sur la politique des expositions, à la Chaufferie notamment, de sorte à optimiser l'usage de cet outil tout à la fois de professionnalisation des étudiants, de diffusion et de promotion de l'établissement comme de ses étudiants.

Ces efforts permettront de :

- maintenir à la même hauteur qu'antérieurement les dépenses de fonctionnement dédiées aux enseignements *stricto sensu* (fournitures scolaires, interventions extérieures par exemple),
- préserver les crédits dédiés aux investissements pédagogiques,
- conforter les crédits nécessaires à la mobilité entre les sites,
- dégager des crédits pour des projets de recherche,
- développer des résidences d'artistes, dans une visée de professionnalisation des étudiants notamment.

b) Des marges de manœuvre restreintes sur les recettes

L'hypothèse est celle de recettes au moins équivalentes à celles inscrites, au total, en 2012.

En effet, les charges induites par le changement de statut de l'établissement exercent une pression sur les dépenses qui ne sera viable qu'avec un niveau de ressources au moins équivalent, sauf à hypothéquer le succès du projet à l'origine de la création de l'établissement : un établissement d'enseignement supérieur multi-sites et pluri-disciplinaire, à rayonnements national et international, doté d'une véritable politique de recherche, favorisant l'internationalisation des études et la professionnalisation des étudiants.

Aussi est-il attendu une contribution des villes de Strasbourg et Mulhouse au moins équivalente à celle de 2012, étapes budgétaires comprises.

De même, les subventions de la Région Alsace et du Département du Bas-Rhin s'inscrivent-elles désormais dans un cadre pluriannuel.

S'agissant des subventions de l'Etat, l'hypothèse minimale est celle d'une reconduction identique à celles des années passées. A cet égard, il convient de souligner que l'établissement n'a pas perçu à l'heure actuelle de subvention d'équipement, pour ses équipements pédagogiques, comme par le passé. Par ailleurs, le soutien financier de l'Etat à l'établissement, exemplaire au plan national à plus d'un titre au regard des critères fixés par le Ministère de la culture et de la communication, peut sembler modeste étant donné, d'une part, la mobilisation des équipes enseignantes pour la fondation du nouvel établissement, et d'autre part, s'agissant de l'enseignement supérieur de la musique.

S'agissant des ressources propres de la HEAR, les réformes décidées par le conseil d'administration en matière de droits de scolarité et de droits d'inscription en ateliers publics conduisent à une estimation de recettes constante, toutes choses étant égales par ailleurs. En revanche, l'incertitude concernant le remboursement par l'Etat des droits de scolarité aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de niveau 0 au-delà de 2012, n'est pas neutre, budgétairement, a fortiori vues les exonérations de droits de scolarité accordés à ces étudiants votées par le conseil en juin dernier.

Il est par ailleurs rappelé qu'en 2013, à la mise en œuvre d'un concours d'entrée commun pour les étudiants en arts plastiques, les tarifs des droits d'inscription devront être harmonisés. Cette réforme devra également être menée avec le souci de son impact sur le niveau de recettes.

Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le texte suivant :

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2013
de la Haute école des arts du Rhin.

